



CARREFOUR D'ANIMATION ET

DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1

418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org



ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

DÉCEMBRE 2025

Vol. 27, n°4

L'apprenti sorcier

L'humanité progresse dans son involution où les machines prennent le pas sur la plupart de nos actes créateurs. Certains remettent même en question l'altruisme, la bienveillance et la compassion, comme valeurs qui nuisent à l'avancement vers le néant.

Avec l'aide des micro plastiques que nous ingérons tous les jours à notre insu, des scientifiques prédisent que d'ici 25 ans, en occident, il n'y aura plus de procréation sans assistance médicale. Bienvenus dans la plus grande dystopie. Remarquez que cela aura au moins le mérite de réduire considérablement notre empreinte carbone.

La COP 30 au Brésil a été une grande déception pour plusieurs. Aucun accord contraignant n'a été entériné par les pays présents, comme si le réchauffement climatique n'existait pas. Qui plus est, on ne tient même pas compte du méthane contenu dans le pergélisol qui commence à apparaître, une bombe climatique en devenir. Son impact ne durerait qu'une vingtaine d'années, mais

toutes formes de vies animales auraient disparu de la planète.

Quand j'étais petit, deux modèles d'apocalypses nous étaient proposés : le nucléaire (plus probable) et le retour d'un Dieu vengeur venant régler ses comptes avec une humanité pécheresse. Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir à notre disposition une panoplies de propositions de fin du monde à portée de main. Qu'est-ce qu'on en a de la chance! Même plus besoin de Dieu pour tout faire péter.

De toutes évidence, des pays qui se font la guerre ou nient les données de la science en leur opposant l'incontournable croissance économique, comme si on disait à un toxicomane que le salut se trouve dans l'accroissement de sa consommation, ne peuvent pas s'entendre sur rien.

La sagesse et le bon sens ne font pas partie de notre logiciel hédoniste destructeur. À moins que la mort de notre prochain ne soit devenue une source de joie comme au bon vieux temps de l'empire romain. Il semble y avoir un lien entre respect de la vie et le déni de l'avenir dans la poursuite

de chimères comme la colonisation de mars. Incapables de nous interroger sur le sens du progrès, les technologies nous enfoncent dans des fausses solutions qui ne font que repousser les problèmes au-devant de nous.

Ainsi, l'Intelligence artificielle consomme de telles quantités d'énergies et de ressources, -les serveurs ont une durée de vie de 5 ans à peine-, que bientôt les consommateurs d'électricité seront rationnés pour permettre sa croissance exponentielle. C'est comme si nous allions droit vers un capotage et que nous décidions d'accélérer. De toute évidence, la pratique de la sobriété est un blasphème pour l'Ordre économique mondial.

Heureusement qu'il y a Noël pour oublier tout ça....

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Des espaces d'égalité	2-3
La concentration de la richesse	4-9
Alliance mondiale	10-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Des espaces d'égalité et de bien-vivre riches de tout leur monde

Par Vivian Labrie

Allocution à l'occasion de la réception d'un doctorat honorifique UQAR, Collation des grades du Campus de Lévis, Lévis, 2 novembre 2025

Bonjour à vous toutes et tous, Mesdames et Messieurs les dignitaires, ainsi que nous, les récipiendaires du jour d'un diplôme de l'UQAR du campus de Lévis, et les proches qui nous accompagnent.

Tout d'abord, un grand merci pour ce doctorat que vous m'attribuez aujourd'hui et dont vous me faites l'honneur. Je le reçois en en pensant à toutes les personnes et les organisations engagées avec elles parmi lesquelles j'ai cheminé au cours des ans. Elles se trouvent reconnues à travers les raisons qui motivent cette décision de votre part. Je le reçois avec une affection particulière pour votre université du bord du fleuve, avec ses côteaux sur les deux rives, et son ancrage à même la vie des gens, des territoires et de leurs écosystèmes. Ce sont des aspects qui m'avaient marquée en 2016 en préparant un logo pour le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural, qui est abrité par l'UQAR, et a été mis sur pied entre autres à l'initiative de professeur·e·s en travail social du campus de Lévis. Ce sont des aspects qui me sont restés depuis et que j'ai continué d'associer à l'UQAR.

Qu'il s'agisse du travail social et de sa formidable équipe, que j'ai davantage eu l'occasion de fréquenter, ou de ses autres composantes, du côté de la gestion, de la santé, des sciences humaines et de la nature, de la comptabilité, de l'administration, de l'éducation, du rapport au territoire, merci à votre université d'être là pour son monde.

En pensant à ce qui nous réunissait aujourd'hui à travers cette collation des grades, j'ai cherché ce que je pourrais souligner en particulier puisque l'occasion m'en est donnée. En pensant à l'ensemble des professions, en cours ou en devenir, qui sont représentées dans cette salle, ce qui m'est venu, c'est l'immense potentiel qui se trouve ainsi réuni, à même chacune des personnes ici présentes, pour oeuvrer à générer des espaces d'égalité et de bien-vivre un peu partout sur le territoire dans les milieux de pratique et d'intervention des un·e·s et des autres. Et pour concrétiser peu à peu, à cette échelle, l'aspiration à une société sans pauvreté, riche pour tout le monde et riche de tout son monde, que nous sommes nombreux et nombreuses à continuer de porter depuis l'action citoyenne au tournant des années 2000 pour une loi qui en fournirait de cadre.



Il y a une dizaine de jours, j'ai eu l'occasion de présenter un état des inégalités de revenu et de niveaux vie prévalant dans notre société à un groupe d'éducation populaire de Québec. Dans ce groupe citoyen, plusieurs personnes vivent avec un faible, voire un très faible revenu. Les données présentées provenaient de deux nouveaux tableaux de Statistique Canada. Elles démontraient qu'entre 2015 et 2023, la société québécoise aurait eu amplement les moyens de combler durablement le déficit de couverture des besoins de base existant au Québec. Et cela sans perte de niveau de vie pour les ménages les couvrant déjà. Il aurait suffi de limiter un peu l'accroissement du niveau de vie en haut de l'échelle des revenus, lequel avait absorbé plus que sa part de la croissance économique. Et d'affecter la marge de manoeuvre ainsi dégagée à l'amélioration des revenus, des services et des conditions de vie des ménages manquant de l'essentiel plus bas dans l'échelle. Autrement dit, de prioriser l'accès du bas de l'échelle à des dollars vitaux, qui sont aussi des dollars locaux, à l'accès du haut de l'échelle à des dollars s'ajoutant à un bon degré d'aisance, qui sont facilement aussi des dollars fuyants. Autrement dit, investir dans un bien-vivre mieux partagé, en modifiant légèrement quelques règles du jeu pour se retrouver dans de plus justes milieux. Quelqu'un dans le groupe a parlé d'un déficit du coeur, du liant et de l'être ensemble qui se serait installé entre nous.

Nos mondes accrochés à leurs échelles sociales, souvent aussi invisibles que bien réelles, s'épuisent à chercher leur bonheur chacun pour soi en haut de ces échelles. Quitte à épuiser dans ces quêtes sans limites le budget carbone et les autres limites à ne pas dépasser pour garder notre planète viable pour les humains. Quitte à laisser une partie de leurs concitoyen-ne-s dans un pénible déficit humain. N'y a-t-il pas là un beau défi à relever pour nos

professions respectives : celui de faire valoir l'intelligence du coeur et l'intelligence citoyenne en direction d'un bien-vivre mieux partagé ? Deux voies complémentaires me paraissent nécessaires pour avancer dans cette direction. La première se situe au niveau plus global des politiques et des choix de règles du jeu susceptibles de nous ramener plus au milieu, avec moins d'écarts entre nous et un pacte social et fiscal à l'avenant. La seconde me paraît se situer à un niveau plus local, avec un immense potentiel créatif et festif, dans l'intention de générer à plusieurs des espaces d'égalité qui permettent à des collectivités d'en faire l'expérience, parce que souvent il faut le vivre pour pouvoir le croire et le vouloir. Et voir que moins de dur, et plus de doux, de bon à vivre et de beau à contempler est possible entre nous.

Dans cette reconsidération à plusieurs de notre rapport aux échelles et cette visée de plus justes milieux, un petit exercice proposé à divers auditoires m'a souvent paru bien prometteur au vu des réponses recueillies. Je vous le partage ici au cas où vous aimeriez le reprendre et le partager autour de vous. Il consiste à demander aux personnes présentes de nommer une richesse qui compte pour elles et ensuite d'indiquer ce qui leur fait le plus mal avec les inégalités. On en apprend alors beaucoup sur ce qui nous tient vraiment à coeur. Et qui sait, des suites à donner pourraient apparaître dans les réponses.

Enfin devant tous ces grades octroyés et reçus, que dire de plus sinon se souhaiter mutuellement bonne route, têtes et coeurs ensemble sur nos chemins citoyens !

Merci encore.

Pourquoi la concentration de la richesse aggrave la crise climatique ?

Par Alberto Mesas* – Contexte et Action

Others News, 11 novembre 2025

Les plus riches sont les plus grands pollueurs, mais ce sont aussi eux qui tirent les ficelles du pouvoir pour s'assurer que les lois environnementales ne nuisent jamais à leurs intérêts.

Lorsqu'on aborde les causes du réchauffement climatique et les conséquences de la crise climatique, on se réfère souvent uniquement aux données relatives aux émissions polluantes, à la destruction des fonds marins, à l'augmentation de la température moyenne de la planète ou aux espèces menacées. Pourtant, un autre élément est souvent négligé : la propriété du capital.

Il y a quelques jours, le Laboratoire mondial des inégalités (WIL), en collaboration avec des institutions telles que l'ONU, a publié [une étude](#) qui offre de nouvelles perspectives pour comprendre l'urgence climatique actuelle. Intitulé « *Changement climatique : un défi pour le capital. Pourquoi les politiques climatiques doivent s'attaquer au problème de la propriété* », ce document analyse comment la concentration des richesses exacerbe le problème et propose des mesures politiques et économiques concrètes pour y remédier.

L'une des conclusions du rapport est que les 1 % les plus riches de la planète sont responsables de près de 41 % des émissions mondiales liées à la détention de capitaux – c'est-à-dire les entreprises, les moyens de production, les obligations, les actions et les investissements dont les produits génèrent des émissions polluantes dans l'atmosphère, principalement du CO₂. La plupart des analyses et des statistiques tendent à répartir la responsabilité de la dégradation du climat en fonction de la consommation individuel-

le (ménages, transports, consommation d'énergie, etc.), sans tenir compte de la structure de propriété (qui possède les machines qui émettent ces polluants), un concept qui révèle une relation beaucoup plus directe entre richesse et pollution. De ce point de vue, les émissions apparaissent comme un symptôme de la concentration du pouvoir économique et non uniquement comme le résultat de choix de consommation individuels.

À cet égard, un autre scénario, mis en évidence par l'analyse des données, suggère que si la transition énergétique est financée et réalisée principalement par des capitaux privés, la concentration des richesses entre les mains d'une élite pourrait s'accroître encore davantage au cours des 25 prochaines années, passant de 38,4 % actuellement à 46 %. Autrement dit, sans politiques de redistribution efficaces et sans contrôle public des investissements verts, la décarbonation risque de reproduire les mêmes inégalités qui ont engendré la crise climatique. Ainsi, rendre la planète plus propre se ferait au prix d'une aggravation considérable des inégalités.

Émissions et concentration du pouvoir économique

En déplaçant l'attention des émissions liées à la consommation vers celles des détenteurs de capitaux, on obtient un résultat révélateur. Lorsque les données sur les émissions de carbone sont croisées avec la propriété d'actifs économiques polluants, il apparaît clairement que l'élite économique porte une responsabilité bien plus grande face aux conséquences du changement climatique que ne le suggèrent les chiffres qui ne prennent en compte que la consommation individuelle.

Dans son étude, le WIL combine des bases de données sur les émissions des différents secteurs et entreprises avec des registres d'actifs polluants afin de suivre l'empreinte carbone des propriétaires de ces actifs. Ainsi, les émissions d'une entreprise ne lui sont pas seulement attribuées en fonction de sa production, mais sont également réparties proportionnellement entre les actionnaires et les fonds qui la contrôlent. Ce calcul entraîne une redistribution du fardeau : les 1 % les plus riches apparaissent responsables d'une part bien plus importante des émissions lorsqu'on les considère sous l'angle du capital. Dès lors, cette logique impose de repenser la notion de responsabilité face à l'urgence climatique, car la régulation de la consommation ne suffit pas ; il est également nécessaire de réguler la propriété et le financement des activités économiques génératrices d'émissions.

Cependant, la tendance actuelle laisse penser que cette situation est irréversible. Comme le détaille le document, les 0,001 % de la population mondiale les plus riches (56 000 personnes) possèdent actuellement trois fois plus de richesses que les 50 % les plus pauvres (2,8 milliards de personnes). De plus, depuis 1995, la richesse privée mondiale a progressé huit fois plus vite que la richesse publique, selon un rapport d'Oxfam Intermón. Au cours des 30 dernières années, plus de 1 000 nouveaux milliardaires ont émergé dans le monde, et ce 1 % de la population mondiale, le plus riche, détient désormais une fortune supérieure à celle des 95 % les plus pauvres.

Au cours de la dernière décennie seulement, les individus les plus riches ont accumulé une fortune de 30 billions (mille milliards) d'euros, un montant qui dépasse largement les ressources économiques nécessaires à l'éradication de la pauvreté dans le monde. Oxfam souligne également que près de la

moitié de la population mondiale – plus de 3,7 milliards de personnes – vit dans la pauvreté et qu'il est impossible d'atteindre plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, comme prévu initialement.

Ceux qui possèdent des richesses exercent également un pouvoir.

L'étude WIL démontre non seulement que la responsabilité des catastrophes climatiques augmente avec la concentration des richesses sous forme d'actifs polluants, mais elle révèle également les profondes inégalités qui en découlent. Le rapport calcule que les 10 % les plus riches de la planète sont responsables d'environ trois quarts des émissions liées à la propriété de capitaux. À l'inverse, la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'en est responsable que de 9 %. Pourtant, cette moitié subit 75 % des impacts négatifs du changement climatique, tandis que les plus riches n'en subissent que 3 %.

Par extension, cette élite économique qui accumule richesses et capitaux dispose également d'un puissant levier politique. « Les plus riches déterminent le rythme et l'orientation des politiques climatiques, car ils possèdent la majorité des actifs polluants », explique Cornelia Mohren, coordinatrice environnementale au World Inequality Lab et co-auteure du rapport. Cette structure de propriété, souligne-t-elle, leur confère une influence disproportionnée sur les décisions commerciales et législatives : « La plupart des actifs liés aux énergies fossiles étant détenus par de riches investisseurs des pays de l'OCDE, ces derniers ont tout intérêt à ralentir, voire à affaiblir, les politiques climatiques », précise Mohren.

Le contrôle des capitaux par les plus fortunés leur permet donc de décider si et dans quelle mesure des investissements sont réalisés dans les infrastructures bas carbone. À ce sujet, Mohren explique que de nombreux conflits entre investisseurs et États ont abouti à « la protection de projets pétroliers et gaziers qui auraient dû être annulés pour atteindre les objectifs de décarbonation ». Les grands actionnaires et les fonds d'investissement peuvent influencer à leur guise les décisions concernant les extractions, les fermetures ou les expansions, et exercer des pressions pour retarder ou affaiblir les lois climatiques qui affectent leurs intérêts.

En réalité, les investissements dans les énergies fossiles sont loin de disparaître à court terme. Le rapport WIL montre que des capitaux continuent de financer plus de 200 nouveaux gisements de pétrole et de gaz et ont investi dans plus de 850 nouvelles mines de charbon, ce qui est totalement incompatible avec les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris de 2015.

« Cela contraste fortement avec l'image projetée par des compagnies pétrolières comme BP, qui continue d'accroître ses investissements dans les énergies fossiles même après s'être présentée pendant des années comme une entreprise allant "au-delà du pétrole" », déclare Mohren, qui dénonce le fait que de nombreux « fonds d'investissement se présentant comme durables détiennent encore des dizaines de milliards en actions pétrolières et gazières, et que l'opacité des chaînes de propriété facilite la dissimulation des bénéficiaires finaux et de l'empreinte carbone de ces portefeuilles. »

Le risque de privatisation de la transition énergétique

Le rapport de WIL met également en garde contre un risque souvent négligé : la privatisation de la

transition énergétique. Alors que les gouvernements et les marchés impulsent la décarbonation, il est possible que des technologies clés – panneaux solaires, batteries, réseaux électriques, infrastructures de transport propres, etc. – tombent entre les mains d'entreprises privées, de grands fonds d'investissement et d'actionnaires. Ce scénario pourrait reproduire les schémas de concentration des richesses et du pouvoir apparus avec l'essor des énergies fossiles lors de la révolution industrielle, où les bénéfices profitent à une minorité et les risques sont supportés par les plus vulnérables.

Ce phénomène est déjà observable dans plusieurs pays du Sud. Oxfam signale qu'une grande partie du financement du développement dans ces pays repose sur des capitaux privés, privilégiant ces derniers au détriment des investissements publics et de la consolidation des services publics essentiels. Or, selon l'organisation, les ressources mobilisées par les investisseurs privés se sont révélées insuffisantes et ont souvent engendré des coûts cachés pour les États bénéficiaires et des risques pour les populations les plus vulnérables.

Ceux qui contrôlent ces actifs et technologies vertes accapareront la part du lion des bénéfices économiques de la transition énergétique, perpétuant ainsi les inégalités au lieu de les atténuer. À cet égard, le document souligne que la propriété du capital n'est pas neutre ; elle détermine en effet quels projets sont financés, quelles technologies sont déployées et comment les revenus sont répartis. La transition écologique, conçue comme une opportunité de réduire les émissions, deviendrait en réalité un mécanisme permettant aux élites de s'enrichir encore davantage.

« Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour gérer équitablement les transformations économiques », affirme Robin Hahnel, économiste et professeur émérite à l'American University de Washington, D.C. Il estime que « lorsque des entreprises privées contrôlent des actifs essentiels qui devraient être utilisés dans l'intérêt public, deux solutions existent : nationaliser ces actifs ou obliger les entreprises à les utiliser en fonction des besoins de la nation et de ses citoyens. »

Par conséquent, comme l'explique Hahnel, parvenir à une transition écologique des économies « exige que les détenteurs d'actifs productifs stratégiques modifient leur utilisation », en privilégiant le bénéfice collectif à l'enrichissement individuel. Hahnel insiste sur le fait que « les gouvernements doivent orienter fermement les priorités d'investissement, faute de quoi les économies resteront dépendantes des énergies fossiles au lieu d'évoluer vers des structures respectueuses de l'environnement ».

Pour empêcher les multinationales et les plus fortunés de tirer profit de la *crise* pour accroître leurs bénéfices, le WIL propose trois mesures clés. La première est une interdiction totale et mondiale des nouveaux investissements dans les énergies fossiles. Cela permettrait d'empêcher l'expansion des infrastructures qui perpétuent la dépendance au charbon et au pétrole, « et de réorienter les capitaux vers des secteurs à faibles émissions de carbone », ajoute l'auteur du rapport. Une autre mesure consiste à instaurer une taxe carbone sur les actifs, et non seulement sur la consommation. Cela pénaliserait par une taxe ceux qui possèdent et contrôlent les sources d'émissions ; une mesure qui, selon Mohren, « pourrait générer des recettes publiques substantielles pour l'action climatique ». Enfin, une autre proposition est un investissement

public massif dans des infrastructures durables et respectueuses de l'environnement, afin de démocratiser l'accès à ces infrastructures et de garantir que la transition énergétique ne repose pas uniquement sur le capital privé.

Parallèlement à ces trois axes d'action, Mohren détaille d'autres mesures complémentaires, telles que « une plus grande transparence financière pour suivre le capital investi dans le carbone, ou la réforme des agences de notation de crédit et des institutions financières internationales pour réduire le coût des investissements publics verts [en particulier dans les pays du Sud] ».

Par conséquent, décider qui finance, possède et gère la transition revient à décider qui bénéficiera des fruits de l'économie verte. L'étude avance une projection alarmante : si la décarbonation est financée principalement par des capitaux privés et que ces nouveaux actifs verts restent entre les mains d'une élite, la part de la richesse détenue par les 1 % les plus riches passerait de 38,4 % actuellement à près de 46 % d'ici 2050. La transition écologique deviendrait alors un facteur supplémentaire d'inégalité, plutôt qu'une opportunité de redistribution des richesses.

Le Sud global perd toujours

Les inégalités, outre leur augmentation, se répartissent de manière uniforme. Les dommages causés par le changement climatique aux économies individuelles et familiales continueront d'affecter de manière disproportionnée les populations les plus pauvres du monde.

Selon le rapport, la moitié la plus pauvre de la population mondiale subira de plein fouet les pertes de revenus dues aux sécheresses, aux inondations, aux vagues de chaleur et autres phénomènes météorologiques extrêmes, tandis que les élites des pays du Nord, responsables de la majorité des émissions du fait de leur concentration du capital, en subiront des conséquences comparativement moindres.

Ces inégalités ne s'expliquent pas uniquement par des facteurs géographiques ou la vulnérabilité économique, mais aussi par la structure mondiale du capital. Une grande partie des actifs générateurs d'émissions – entreprises énergétiques, projets miniers, infrastructures industrielles – est concentrée entre les mains d'investisseurs des pays du Nord. Parallèlement, les pays du Sud, qui ne possèdent qu'une part infime de ces actifs, subissent de plein fouet les conséquences physiques et financières de ces émissions, créant ainsi une dynamique de dépendance et de transfert indirect de richesse (les émissions des pays riches nuisent gravement aux pays pauvres).

« Ici, l'héritage du colonialisme est encore bien présent », affirme Tom Athanasiou, directeur du projet Climate Equity Reference. L'expert nuance toutefois ce propos : « De plus en plus, le fossé Nord-Sud se superpose au fossé entre riches et pauvres. Il est crucial de ne pas croire que tous les riches vivent au Nord. La plupart y vivent, certes, mais pas tous. Par conséquent, si nous affirmons que tous les pays doivent assumer leur juste part du coût de la transition écologique, cela inclut également les pays du Sud, ainsi que la capacité et la responsabilité de leurs classes aisées. Ces pays peuvent contribuer équitablement, compte tenu de leurs frontières et de leurs moyens, mais ils doivent le faire. »

La concentration des capitaux entre quelques mains et la vulnérabilité structurelle des économies des pays du Sud ont de profondes conséquences politiques et sociales. Non seulement elle limite la capacité de ces pays à financer l'adaptation au changement climatique et son atténuation, mais elle complique également les négociations avec les pays du Nord concernant les taxes carbone ou les compensations économiques. La transition énergétique et les impacts du changement climatique sont généralement évalués sous l'angle de la réduction des émissions, sans pour autant déterminer clairement qui doit payer pour les dommages ni discuter des mesures de protection des populations qui les subissent.

Sur ce point, Athanasiou insiste sur la distinction entre les dommages causés par la crise climatique et le processus d'adaptation à une économie verte. Il cite l'ouragan *Melissa*, qui a récemment frappé les Caraïbes, comme exemple. « Qui financera les opérations de secours et de reconstruction ? Ce ne sont pas des tâches que le secteur privé peut entreprendre, même s'il doit bien sûr payer des impôts pour y contribuer. Au plus haut niveau, il faut garder à l'esprit que l'adaptation, la prise en compte des pertes et dommages, et les stratégies de transition juste sont toutes essentielles.

L'atténuation [la sortie progressive du secteur des combustibles fossiles et son remplacement par une production d'énergie à faible émission de carbone] est cruciale, mais il ne peut y avoir de transition juste sans une transition équilibrée qui prenne dûment en compte l'adaptation et les pertes [suite à une catastrophe naturelle]. »

Redistribuer les richesses et augmenter les impôts sur les plus riches.

Le message du Laboratoire mondial des inégalités est sans équivoque : la transition écologique ne sera ni juste ni efficace si l'on ne s'attaque pas à la concentration du capital qui détermine qui contrôle les actifs polluants et qui profite des fruits de la décarbonation. Le rapport démontre que, sans intervention, les élites des pays du Nord continueront d'accumuler richesse et pouvoir, tandis que les populations les plus vulnérables – tant sur le plan économique que géographique – continueront de subir de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique.

Cela rejoint directement les débats et les promesses formulées chaque année lors des sommets et forums sur le climat, promesses qui, à chaque édition, semblent s'éloigner davantage de leur réalisation. À l'ordre du jour de la COP30, les discussions sur le financement climatique et la compensation pour les pays du Sud rejoignent pleinement les préoccupations de WID concernant la concentration des capitaux. De même, au sein de l'Union européenne – où le *Pacte vert* est également relégué au second plan – des discussions portent sur la manière dont les fonds destinés à lutter contre la crise climatique et les politiques fiscales visant à taxer les grandes fortunes pourraient atténuer les inégalités susmentionnées, afin de garantir que les bénéfices ne soient pas concentrés uniquement entre les mains des grandes entreprises et des investisseurs millionnaires.

Le document d'Oxfam s'inscrit dans une perspective très similaire et propose un « nouvel agenda » où le secteur public prévaut, avec un système fiscal plus

juste et progressif taxant les grandes fortunes, une coopération internationale efficace et un rejet explicite du modèle de financement du développement par le profit privé. Oxfam rejette également le consensus de Wall Street – l'idée que les capitaux privés peuvent se substituer aux financements publics – et appelle à une réforme de l'architecture financière internationale.

Pour Athanasiou, il est impératif d'agir sur deux fronts : la redistribution du pouvoir économique à l'échelle mondiale et la redistribution au sein de chaque pays, « car la crise des inégalités ne saurait se réduire à l'un ou l'autre ». L'expert se montre assez pessimiste quant à la possibilité de parvenir à un accord financier majeur lors des sommets sur le climat, suggérant plutôt qu'il faille le négocier à un niveau supérieur : « Franchement, je pense qu'il nous faut commencer à parler de systèmes fiscaux internationaux destinés à financer le fonds d'indemnisation des pertes et dommages, ainsi que de stratégies de transition juste plus larges visant à établir un filet de sécurité mondial. »

L'urgence climatique pose donc un double défi : réduire les émissions dans l'atmosphère et reconfigurer les structures de propriété du capital qui déterminent qui décide, qui investit et qui bénéficie de la transition énergétique.

**Alberto Mesas, journaliste de l'Université Complutense de Madrid, spécialisé dans les questions de migration, de droits de l'homme et des Balkans occidentaux.*

Déclaration de l'Alliance mondiale Convida20 devant la COP 30

Pour une politique mondiale au service de la vie ; de la justice climatique ; de la paix ; de la pluri culturalité autochtone et afro descendante ; de l'égalité de genre ; du droit de migrer et d'être protégé ; et d'une technologie au service des peuples

Résumé

Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes déchirés entre deux pôles : celui de la vie et celui de la mort. Nous, qui croyons au droit d'exister, dénonçons que ce droit est violé par les puissants de chaque pays, qui détruisent la maison commune, militarisent la planète et marchandisent la technologie.

Nous résistons au négationnisme climatique, à l'extractivisme vorace, à la violence patriarcale et à l'usage de l'intelligence artificielle (IA) comme outil de contrôle, de guerre et d'exclusion.

Depuis nos **sept commissions de CONVIDA20** : Technologie de l'information / Toit, Terre, Travail et Transcendance / Paix, Non-violence et Anti militarisation / Peuples Autochtones et Afro descendants / Équité de Genre / Crise Climatique / Crise Migratoire, nous portons cette déclaration devant la **COP30 à Belém do Pará, au Brésil**.

Nous le faisons depuis les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, depuis les communautés paysannes, riveraines, autochtones, afro descendantes, urbaines et populaires, depuis les spiritualités vivantes qui résistent et rêvent.



Cette déclaration recueille aussi l'écho du **pèlerinage continental** de la coprésidente du SICSAL-Mgr Óscar Arnulfo Romero et membre de notre coordination, **Emilie Teresa Smith**, qui, depuis Vancouver (Canada), a parcouru le continent en écoutant, en vivant avec et en recueillant les témoignages de femmes et d'hommes défenseurs des territoires, confrontés à de multiples violences — surtout institutionnelles —, au pillage des biens communs et à la destruction environnementale, avec courage, poésie et organisation.

Sa marche a été un **acte d'écoute radicale, d'accompagnement spirituel et de dénonciation prophétique**.

L'**intelligence artificielle**, la guerre, l'extractivisme, la migration forcée et la crise climatique ne sont pas des phénomènes isolés : ce sont les expressions d'un même modèle qui place le profit et la cupidité au-dessus de la vie. Face à ce modèle, nous proposons un autre horizon : une humanité réconciliée avec la terre, avec le travail digne, avec l'hospitalité et la justice.

Nous ne venons pas demander la permission. Nous venons annoncer qu'un autre monde est déjà en marche. Les peuples qui migrent, les femmes qui prennent soin, les jeunesses qui rêvent et les peuples autochtones et afro descendants qui résistent construisent déjà des alternatives.

L'**Alliance mondiale CONVIDA20** réaffirme son engagement indéfectible envers la défense de la vie sous toutes ses formes, envers la justice climatique, la dignité des personnes migrantes et réfugiées, les majorités appauvries, l'égalité de genre, la paix et la spiritualité incarnée dans les peuples.

Nous réaffirmons qu'il n'y aura pas de justice environnementale sans justice sociale, ni de justice sociale sans accueil et reconnaissance de l'autre. Nous nous appelons à continuer de tisser des **réseaux de solidarité continentale**, à prendre soin des territoires et des corps menacés, à accompagner ceux et celles qui migrent à cause de la faim, de la guerre ou de la sécheresse, et à construire, à partir de la tendresse des peuples et de leur résistance, un avenir où personne ne sera rejeté ni expulsé de la maison commune.

Notre espérance est **active**, notre foi se fait **action**, et notre horizon est **la vie pleine pour tous les peuples et toutes les créatures de la Terre**.

VOIR, JUGER ET AGIR

Nous ne sommes pas face à une simple conjoncture technique ni à une crise passagère. Nous sommes devant une **croisée historique** qui interpelle notre conscience, notre spiritualité et notre action politique.

Cette méthode —née dans la **Jeunesse ouvrière catholique de Belgique** et assumée par les luttes populaires, la théologie de la libération, la pédagogie critique et les mouvements sociaux latino-américains— nous permet de regarder la réalité avec des yeux ouverts, un cœur sensible et une volonté de transformation.

Voir, c'est se laisser toucher par ce qui se passe : reconnaître les blessures de la planète, les visages des exclus, les mécanismes de pouvoir qui détruisent la vie. **Juger**, c'est discerner à partir d'une éthique de la vie, en confrontant les faits aux principes de justice, de dignité, de solidarité et de soin. **Agir, c'est s'engager, construire des alternatives et transformer les structures**.

NOUS VOYONS QUE :

La crise climatique ne détruit pas seulement les écosystèmes : elle expulse également des peuples entiers de leurs territoires, forçant des millions de personnes à abandonner leurs foyers à cause des sécheresses, des inondations ou de l'élévation du niveau de la mer. On prévoit qu'en **2050**, plus de **250 millions de personnes réfugiées climatiques** seront contraintes de quitter leurs maisons en raison des effets du réchauffement global : sécheresses prolongées, désertification, perte des récoltes, tempêtes extrêmes, pillage et spoliation des terres cultivables.

Bien que le terme « **réfugié** » suggère une protection internationale, il n'existe pas encore de reconnaissance juridique au titre de la **Convention de Genève de 1951**. Ainsi, celles et ceux qui fuient l'effondrement environnemental sont **invisibilisés, criminalisés** ou réduits à des chiffres, sans protection juridique ni humanitaire effective.

En **Europe** et aux **frontières des États-Unis**, l'arrivée de personnes touchées par les crises environnementales augmente chaque jour. Elles proviennent d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie méridionale, d'Amérique latine et des Caraïbes, où les effets du changement climatique aggravent la pauvreté, les conflits et l'insécurité alimentaire.

La **Méditerranée** est devenue une fosse commune, et les murs, centres de détention et politiques xénophobes sont le visage le plus cruel d'une civilisation qui a perdu son humanité.

Les **guerres**, en outre, polluent l'air, la terre et l'eau, contraignant des populations entières à migrer même après les conflits. La **migration forcée** est aujourd'hui le **visage humain de l'effondrement climatique** et **l'expression la plus extrême de l'injustice environnementale mondiale**.

La **militarisation mondiale** représente entre **5 et 6 % des émissions de carbone**. Les pays qui fabriquent et exportent des armes concentrent **82 % des dépenses militaires mondiales** et **67,1 % des émissions de CO₂**. La guerre contamine, déforeste, déplace et détruit les écosystèmes.

Les pays du **Sud global** traînent des **dettes extérieures imposées** par des organismes financiers internationaux qui conditionnent leurs économies et limitent leur développement. Alors qu'ils consacrent d'énormes ressources au paiement des intérêts, des millions de personnes sont privées de santé,

d'éducation, de terre, de travail et d'un logement digne.

La **transition énergétique**, fondée sur le lithium et d'autres minéraux rares, affecte directement les communautés qui habitent les territoires. En **Équateur**, le peuple **Kichwa** a subi répression, invasion de terres et assassinats pour avoir résisté à l'extractivisme. Au **Mexique**, au **Guatemala**, en **Colombie** et au **Honduras**, les **femmes défenseuses** font face à des menaces constantes pour avoir protégé l'eau, les forêts et la biodiversité.

Les **femmes** —en particulier les femmes autochtones, afro descendantes et paysannes— subissent de multiples violences : patriarcales, extractivistes et racistes. Ce sont elles qui soutiennent la vie, défendent les territoires, préservent les semences et, pourtant, elles continuent d'être invisibilisées, criminalisées et assassinées. Leur travail quotidien, souvent invisible, est essentiel au maintien de la vie et à la résistance communautaire.

La **lutte féministe**, dans ce contexte, doit être **transversale à la COP30**, en observant la réalité à partir des inégalités structurelles vécues par les femmes. Cette perspective n'est pas un ajout : c'est **une clé pour démanteler les violences et construire la justice environnementale, sociale et technologique**.

L'**intelligence artificielle (IA)** a cessé d'être une promesse futuriste pour devenir une force qui transforme radicalement l'économie, la politique, la nature et la guerre. Son utilisation massive entraîne des **impacts écologiques alarmants** : une consommation énergétique démesurée, un usage intensif de l'eau et de minéraux critiques, une expansion de l'empreinte écologique des grandes entreprises technologiques, et elle **porte atteinte à la pensée critique ainsi qu'à la construction du savoir**.

NOUS JUGONS QUE :

La **crise climatique** est aussi une **crise éthique et spirituelle** : sans sens, sans communauté et sans transcendance, il n'y a pas d'avenir durable. La **spiritualité** est l'âme de l'écologie intégrale.

De même, la **crise migratoire** est un **miroir moral du monde**. Refuser la reconnaissance des personnes déplacées pour des raisons environnementales, c'est perpétuer un modèle de mort. Les reconnaître et les protéger est un **devoir moral et politique**. L'indifférence des États et des entreprises face à la souffrance de millions de personnes migrantes et réfugiées climatiques constitue une **violation structurelle des droits humains**.

Nous dénonçons les **politiques racistes, xénophobes, aporophobes et patriarcales** du Nord global, qui érigent des murs tout en détruisant des écosystèmes étrangers. Nous dénonçons également la **corruption de nombreux gouvernements du Sud**, qui placent le profit au-dessus du bien-être de leurs peuples, permettant le **pillage extractiviste** de leurs terres.

Comme l'ont affirmé les papes **François et Léon XIII**, quatre verbes doivent guider toute politique migratoire : **accueillir, protéger, promouvoir et**

intégrer. Ces principes sont aussi une **boussole pour la justice climatique**.

Accueillir les personnes déplacées, c'est reconnaître **l'interdépendance de la vie** ; les protéger, c'est **garantir leurs droits** ; les promouvoir, c'est **accompagner leur développement humain intégral** ; les intégrer, c'est **créer des sociétés interculturelles et solidaires**.

La migration **n'est pas un problème** : elle est la conséquence des **injustices globales** et une **opportunité pour reconfigurer le pacte humain** à partir de la fraternité universelle.

Les **peuples autochtones et afrodescendants** ne sont pas des victimes passives : ils sont **porteurs de savoirs vivants, de sagesses millénaires et d'alternatives concrètes**. Face à tout projet gouvernemental lié à la Terre Mère, la **consultation des peuples** est prioritaire et obligatoire.

Les **dettes extérieures et écologiques** sont **injustes et contraires au bien commun**. Souvent **illégitimes** ou héritées de dictatures, elles perpétuent la dépendance et le contrôle des puissants sur les peuples. **On ne peut exiger des nations pauvres qu'elles paient avec la faim de leur peuple ce qui leur a été imposé par des mécanismes de domination économique**.

L'**IA n'est pas neutre** : son développement est guidé par des **intérêts corporatifs et militaires**. La **militarisation** ne garantit pas la sécurité : la véritable sécurité est **humaine et communautaire**. Elle implique la santé, l'éducation, le logement, le travail digne et la paix.

NOUS AGISSONS AINSI :

- Nous réclamons une **transition écologique juste**, qui respecte les territoires et les droits des peuples autochtones, afro descendants et migrants.
- Nous nous joignons aux actions pour la **signature du Protocole de non-prolifération des combustibles fossiles** ; ainsi qu'à l'exigence d'un **échange de dettes contre des actions climatiques** ; et à la **pression pour l'augmentation du fonds des pays riches**, qui doit être juste, équitable et éthique, afin d'atténuer les pertes et les dommages causés par la crise climatique. De même, toute action de transition énergétique, écologique, intégrale et juste doit respecter le **Droit international des droits humains**, incluant des garanties pour ces droits dans les décisions issues de la **COP30 de Belém do Pará, au Brésil**.
- Nous soutenons l'exigence d'**audits éthiques et transparents des dettes**, nous promouvons leur **annulation lorsqu'elles sont illégitimes**, et nous œuvrons pour un **nouvel ordre financier international**, fondé sur la justice, la solidarité et la souveraineté des peuples. C'est seulement ainsi que les économies pourront se libérer des chaînes qui entravent leur développement humain intégral.
- Nous exigeons la **reconstruction éthique des politiques migratoires mondiales**, fondée sur le respect de la dignité humaine et sur la **responsabilité partagée face au changement climatique**. De même, nous promouvons l'adoption de **cadres juridiques internationaux** qui reconnaissent le **statut de "réfugié climatique"**.
- Nous exigeons qu'**aucun être humain ne soit considéré comme illégal**, et que soit garanti l'**accès universel à l'éducation, à la santé et à la sécurité sociale** pour toutes les personnes migrantes. Nous dénonçons également la **criminalisation de celles et ceux qui accompagnent ou défendent les droits des personnes migrantes**, les **crimes contre les défenseur-e-s de l'environnement**, et nous exigeons **justice pour les assassinats, disparitions et stigmatisations**.
- Nous soutenons les **réseaux de solidarité** qui, en Europe, en Amérique, en Afrique et en Asie-Pacifique, mettent en pratique les principes **d'accueillir, de protéger, de promouvoir et d'intégrer**, tout en résistant à l'extrême droite.
- Nous réclamons des **budgets publics** pour le **soin communautaire des forêts, rivières, semences et savoirs**, pour l'**accueil des personnes déplacées**, et pour des **politiques d'intégration** qui renforcent la coexistence interculturelle.
- Nous reconnaissons et célébrons les **identités et diversités sociales et ethniques**, car leur expression reflète la dignité et la richesse de l'humain.
- Nous dénonçons le **patriarcat numérique**, qui se déguise en modernité tout en reproduisant les anciennes hiérarchies du pouvoir : des algorithmes qui invisibilisent les femmes, des réseaux qui récompensent la violence symbolique, et des plateformes qui tirent profit de l'exposition du corps féminin. Derrière chaque « like » ou commentaire misogyne, il y a un système qui perpétue l'inégalité dans l'espace virtuel.

Nous proposons, comme alternative, de **construire une culture numérique féministe**, où la technologie soit un **outil d'émancipation et non de contrôle**. Un **internet diversifié, éthique et communautaire**, qui valorise la voix de celles et ceux qui ont été réduits au silence, et qui utilise l'**intelligence collective** pour tisser des réseaux de soin, d'éducation et de justice.

- Nous exigeons une **protection intégrale pour les défenseuses de la vie** —femmes autochtones, afro descendantes, paysannes et migrantes— qui font face à des menaces et à la violence.
- Nous soutenons la **régulation et le contrôle démocratique de l'IA** au service du bien commun, et nous exigeons des **politiques publiques d'alphabétisation technopolitique**. Nous rejetons l'utilisation de l'IA à des fins **géopolitiques et militaires**, de **surveillance** ou de **manipulation**.
- Nous soutenons la **Campagne mondiale contre les dépenses militaires**, et nous nous prononçons **contre les bases militaires des États-Unis et de l'OTAN** sur notre continent, qui ont occupé, envahi et dominé nos territoires riches en ressources naturelles et en biodiversité. Nous nous opposons également aux **entraînements et exercices militaires** destinés à préparer la guerre et qui, chaque année, **provoquent en même temps la contamination et les dommages environnementaux**.

Écoutez le cri de la Terre.

Écoutez le cri des peuples déplacés.

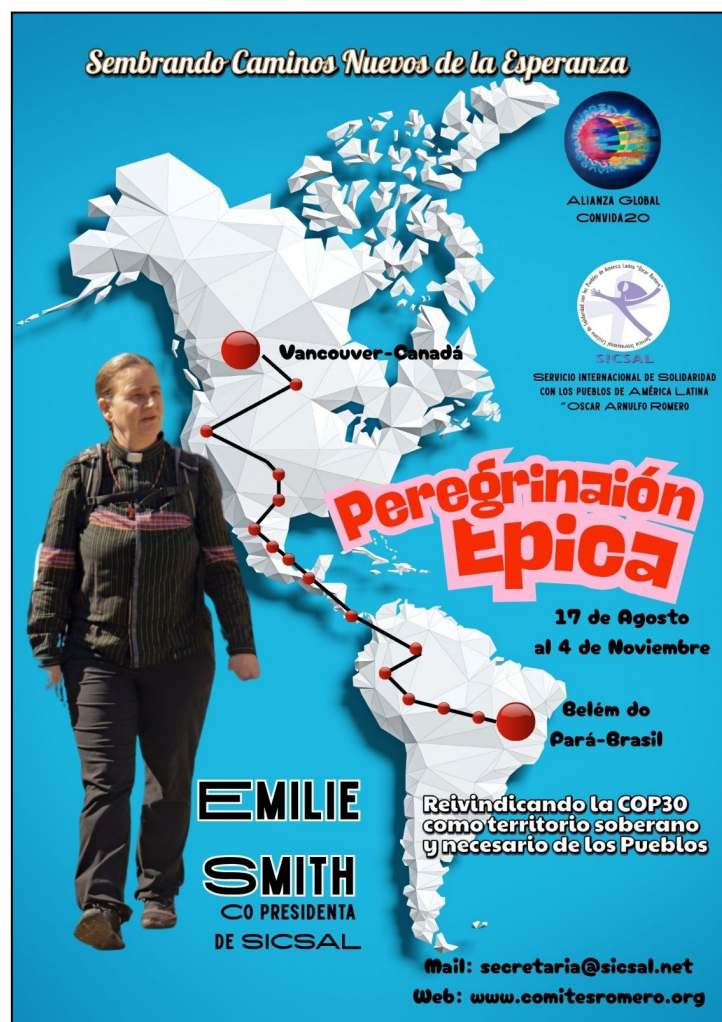
Écoutez le cri des femmes migrantes qui défendent leurs corps et leurs territoires.

Parce que **la vie ne se négocie pas**. Parce que **la justice ne se reporte pas**. Parce que **la paix ne se militarise pas**. Parce que **la terre ne se vend pas**. Parce que **l'avenir se construit aujourd'hui**.

ALLIANCE MONDIALE CONVIDA20

Composée d'organisations et de personnes d'Amérique latine, des Caraïbes, du Canada, des États-Unis, d'Europe et d'Asie-Pacifique.

www.comitesromero.org <https://sicsal.net/convida20/>



Des nouvelles du CAPMO

Mercredi 3 décembre 2025

Tournée pré-électorale des députés provinciaux

Pour une hausse de l'aide sociale

Départ à 9 h du matin, Maison de la coopération et de l'économie solidaire

Inscription auprès de l'ADDS-QM.

Journée nationale de commémoration de la violence faite aux femmes

Samedi 6 décembre à 13 h

Coin 4ème rue et 1ère Avenue à Limoilou

Soirée mensuelle de Noël au CAPMO

Exceptionnellement mardi 16 décembre 2025, 17 h

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Soirée mensuelle du 15 janvier 2026

Discussion sur les origines et l'histoire de plusieurs groupes intervenants en itinérance à Québec

Avec Pierre Maheux

2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Formation sur les droits des locataires, organisé par le Bureau d'aide aux locataire, BAIL

Jeudi 4 décembre, 18 h 30

Bibliothèque Gabrielle-Roy